

ITINÉRAIRE BIS

LES VOIX DE L'INSERTION

MAISON D'ARRÊT

Maintenir le lien avec
le monde extérieur

SENIORS

Loin du numérique,
loin du vaccin

VIOLENCES CONJUGALES

Un Pas vers la vie d'après
pour les victimes

ALTERNANCE

La voie royale pour
trouver un emploi

Le sommaire

DÉVIATION - p.3

La gueule d'ange au chevet des oubliés

CONDUITE ACCOMPAGNÉE - p.4

L'alternance, un atout sur le CV

Quartiers prioritaires : le mur des études

VIRAGE - p.5/7

Nokia : Postes supprimés, emplois sauvegardés ?

Pauline Planchenault, « la force tranquille »

CARREFOUR - p.8/10

La fête change de visage

Hollden veut aider la communauté LGBT+

« L'âge n'est pas un frein » pour faire du parkour

EMBOUTEILLAGE - p.11/13

Le train du numérique laisse les seniors à quai

Réalisateur à Lannion, mission impossible ?

« On est tous en train de faner : les artistes et le public »

Femmes handicapées, la précarité en prime

NOUVEAU DÉPART - p.14/16

Un Pas contre les violences conjugales

À Emmaüs, on choisit sa famille

Réfugié, Gul Muhammad fait son chemin en Bretagne

L'éditorial

En route !

Certaines ont accès à l'autoroute et suivent un parcours de vie tout tracé. D'autres, sont contraintes de prendre des chemins plus sinueux. Il y a aussi les affranchi-es, qui n'ont ni permis, ni véhicule. S'arrêter et raconter les histoires des deux dernières catégories, c'est l'objectif que s'est donné l'équipe d'étudiant-es en deuxième année de journalisme de l'IUT de Lannion, qui est derrière ce journal, Itinéraire Bis.

Nous sommes parti-es d'un thème, assez vaste : l'insertion. Le Larousse le définit comme le « fait, manière de s'insérer dans un groupe, de s'y intégrer ». Qui est en marge de la société, qui prend le temps de les considérer et qui s'en charge vraiment ? C'est un peu ça le véritable questionnement, notre GPS dans ce projet. Depuis le début d'Itinéraire Bis, l'idée est de raconter des histoires originales et inspirantes, en laissant des profils encore assez peu visibles se livrer.

On ne surprend personne si l'on écrit que la crise sanitaire vécue, subie pour beaucoup, a exacerbé les inégalités. Quelques exemples : des prisonnier-es enfermés qui ne peuvent plus avoir la visite de bénévoles pendant les confinements. Mais aussi les artistes, contraint-es de jouer devant des sièges vides de salles résonnantes. Ou encore des dispositifs d'aide aux jeunes rendus plus que jamais indispensables, faute d'offres d'emploi suffisantes. La volonté, c'est d'aller plus loin que ce triste constat.

Sur la route d'Itinéraire Bis, vous trouverez de l'écriture inclusive. Elle a pour objectif d'enlever le poids du genre dans les mots que l'on utilise. Comment prétendre mettre en lumière les oubliés si l'on décide d'invisibiliser les handicapés, au prétexte qu'il existe aussi des handicapés et que le masculin l'emporte ?

Marginalisé-es, délaissé-es ou simplement en difficulté... Le temps d'un journal, nous vous embarquons à la rencontre de femmes et d'hommes régéorais-es aux parcours sinueux ou simplement atypiques. Sortons de l'autoroute, empruntons l'Itinéraire Bis.

La rédaction

L'équipe

Reporters : Maël Baudé, Tom Bertin, Julie Chauvin, Chloé Crochu, Jérémy Fichaux, Naomie Jourand, Evan Livenais, Paul Louault, Manuel Magrez, Marion Mergault, Quentin-Mathéo Pihour, Koupaia Rault et Violette Vauloup
Maquettiste : Violette Vauloup
Une : Chloé Crochu, Marion Mergault et Koupaia Rault
Encadrant-es du projet : Estelle Barraud, Aurélie Delmas, David Désille, Philippe Gestin et Julie Lallouët-Geffroy
Directeur de publication : Philippe Anglade
Imprimerie : Imprimerie Impram à Cavan
Journal réalisé avec le concours de la mairie de Lannion.

Retrouvez nous sur le web

Articles exclusifs et longs formats sur :
www.itinerairebis.infocomlannion.fr



@itinerairebis_



DÉVIATION

La gueule d'ange au chevet des oubliés

Visiteur de prison à la maison d'arrêt de Saint-Brieuc, Benoît Thoraval est le premier maillon d'une longue chaîne vers la réinsertion sociale.



Benoît, l'un des huit visiteurs de prison des Côtes-d'Armor, a accompagné près de 500 détenus à la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. Photo Manuel Magrez.

Des bénévoles interdits d'accès

« Nous n'avons rien fait depuis un an dans le domaine carcéral, alors que nous avons envie d'agir », confie Pierre Maillard, délégué des Côtes-d'Armor. Composée de seniors, l'association Entreprise-Collectivités-Territoriales-Insertions œuvre pour la réinsertion professionnelle dans le milieu carcéral. Leur mission : formaliser les projets professionnels des détenus pour qu'ils défendent leur aménagement de peine devant un juge. Aujourd'hui, en raison des restrictions sanitaires, les bénévoles n'ont pas accès à l'établissement pénitentiaire. Une absence qui alarme le délégué départemental. « Ils ont été livrés à eux-mêmes du jour au lendemain. » Aucune reprise d'activité n'est prévue pour le moment du côté de la maison d'arrêt de Saint-Brieuc, alors que les vingt bénévoles costarmoricains se disent « prêts à reprendre du service ».

« Il y a des gens bien en prison », clame l'homme aux cheveux poivre et sel. Les prisonniers, Benoît Thoraval les côtoie tous les mardis après-midi à la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. Depuis 2017, le sexagénaire est membre de l'Association des visiteurs de prison des Côtes-d'Armor. Son rôle : « Passer un moment humain avec les écartés de la société ».

Une oreille souriante

Les maisons d'arrêt, conçues pour les détentions de moins de deux ans ou les détentions provisoires, proposent à la demande des détenues de rencontrer ces bénévoles. À Saint-Brieuc, il n'y a que des détenus hommes. En accord avec les agents du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), ils tendent une main, humblement. « On parle du quotidien, de la mer... et même des femmes, sourit Benoît, derrière ses lunettes. L'être humain ne se résume pas à l'acte commis. »

Entre le détenu et le visiteur,

la confiance est essentielle. L'administration carcérale déconseille d'évoquer sa vie personnelle. Pourtant, cet ancien pilote d'hélicoptère dans l'armée outrepassa cette indication et rigola de sa vie passée avec ses visités. « Certains me demandent quand est-ce que je vais les libérer en hélico au milieu de la cour », s'amuse-t-il.

Selon lui, aucun sujet ne doit être tabou, encore moins en prison. « Il faut être courageux pour se livrer à un inconnu », reconnaît Benoît d'un air admiratif. Un simple rire est déjà une victoire pour entrevoir la réinsertion sociale. Confidentialité oblige, leurs discussions ne s'échappent pas des murs de la maison d'arrêt.

Un passage vers un monde perdu

La case prison rime avec privation. Mais le box avocat, où est préparée habituellement la défense, se transforme en zone libre en compagnie du visiteur. Premier pas vers la liberté : lors de

ces rencontres, le prisonnier n'est pas menotté. Benoît fait partie des rares personnes qu'ils voient en dehors des surveillants.

L'homme à la gueule d'ange, au sourire éclatant, le leur rend bien. « Je fais en sorte de rentrer en premier dans la salle, comme ça ils ouvrent et ferment eux-mêmes la porte », explique fièrement le Louannecain. Poser sa main sur de retrouver les gestes quotidiens. Avec le premier confinement, il a fallu se réinventer. Cette fois c'est un geste oublié qu'il a fallu se réapproprier : prendre la plume pour s'écrire, à défaut de se voir. Une épreuve pour certains. Le retour physique de Benoît a été un soulagement pour les détenus, peu importe la plaque de plexiglas qui les sépare.

Plus qu'un « don contre don », cette relation laisse percevoir à ces enfermés un passage vers la société, perdue de vue.

Jérémy Fichaux

« Je ne suis pas à leur service, je leur rends service »

Depuis 1993, l'administration pénitentiaire travaille en partenariat avec Pôle Emploi pour la réinsertion de détenus. Autant dire que c'est une collaboration pérenne. Sandrine Devrand est conseillère justice depuis sept ans à la maison d'arrêt de Saint-Brieuc. Tous les lundis, elle reçoit les détenus en entretien et contacte les centres de formation.

Les prisonniers se tournent le plus souvent vers des métiers manuels. Maçonnerie, hôtellerie/restauration, bâtiment, travaux publics... « Une entreprise est venue pour recruter directement en prison », indique Sandrine Devrand. Bien qu'elle conseille les détenus dans leur réinsertion, leurs casiers judiciaires ne les aident pas. Il existe une liste de métiers dits « réglementés » auxquels ils n'ont déjà pas d'accès. « Il est impossible pour eux de devenir agent de sécurité ou de travailler dans l'animation », prévient-elle. Maintenant, son rôle sera de les réorienter vers un emploi « normal » et « légal ».

Loin de l'assistanat, la conseillère prône le volontariat. « Je ne suis pas à leur service, je leur rends service. » Avec un taux de 60 % de récidive, la France échoue-t-elle à sa mission de réinsertion ? Les citoyen-nés détenu-es sont-ils vraiment préparés à (re)vivre en société ? Cyrielle Robert, attachée de presse de Pôle Emploi Bretagne, ne souhaite pas commenter ce chiffre. À Lannion, il n'existe pas de conseillère justice comme Sandrine Devrand.

L'alternance, un atout sur le CV

Depuis quelques années, l'alternance a la cote. À Lannion, deux filières ont été créées à l'IUT depuis 2020.

Choisir son CDI après l'alternance. Voilà une réalité presque inimaginable de nos jours. Pourtant, Florian Boché l'a fait. Après un an en alternance chez Orange, on lui propose un CDI. Il refuse. Il préfère chercher un emploi qui lui convient mieux. Au bout d'un mois et demi, il trouve et signe son premier emploi stable chez Blue, anciennement Bretagne Télécom, à Rennes.

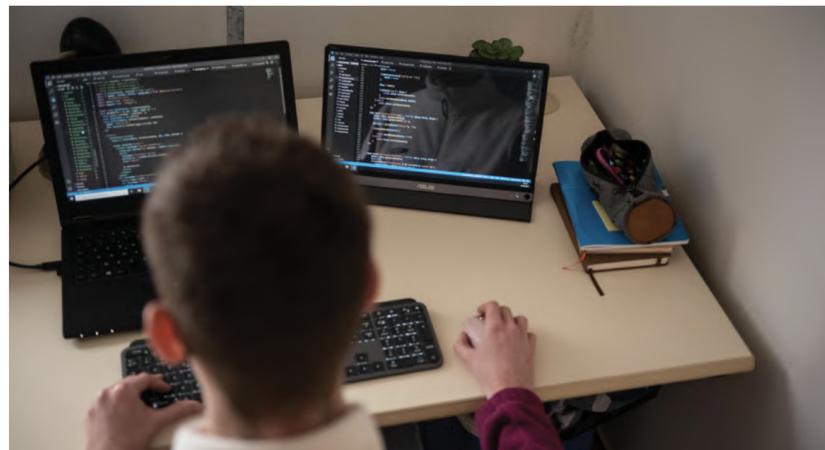
que prévu. Ambre Daigremont en a fait les frais. En LP web, la jeune fille veut poursuivre en master. L'équipe pédagogique n'appuie pas sa candidature. La jeune fille devra donc se débrouiller seule si elle veut poursuivre ses études.

145 alternant-es sur le campus de Lannion

À Lannion, l'IUT propose deux cursus ouverts à l'alternance : le Diplôme universitaire technologique (DUT) et la Licence professionnelle (LP). Alors que le premier diplôme mène aux écoles d'ingénieurs pour les filières informatique et réseaux et télécommunications, le second mène directement au marché du travail.

Considérée comme « la voie de garage » il y a quelques années, l'alternance connaît un regain de popularité auprès des étudiant-es. Depuis septembre 2020, l'État aide financièrement les entreprises à les accueillir. En un an, près de 500 000 jeunes ont trouvé une alternance, soit 40 % de plus que l'an dernier. L'aide a été prolongée jusqu'à fin mai 2021. Florian Sautejau, étudiant en Licence professionnelle (LP) web à l'IUT de Lannion, en est certain, « l'alternance m'a permis de découvrir le monde de l'entreprise et de confirmer mon envie de travailler dans cette filière ». Mais, si on n'anticipe pas assez, cela peut s'avérer plus compliqué

À la rentrée 2020, ils étaient près de 145 à être en alternance sur le campus. « Pour les aider dans leur orientation, l'IUT a mis en place une passerelle entre le DUT informatique et l'Ensat, l'école d'ingénieurs de Lannion », témoigne Isabelle Henrio qui s'occupe des alternant-es au sein du DUT informatique de



Florian Sautejau est en alternance à Cerfrance Vendée depuis septembre 2020. Photo Manuel Magrez.

l'établissement.

Même son de cloche de l'autre côté du campus dans la filière dédiée aux réseaux et télécommunications. Le responsable de formation, Matthieu Gautier, assiste au même phénomène. « Près de la moitié d'entre eux décident de poursuivre leurs études en école d'ingénieurs après le DUT, mais ils continuent tous en alternance. Ça leur

permet d'avoir une expérience professionnelle de quatre ans grâce à l'alternance et un niveau bac +5 ».

Ce type de formation a le vent en poupe. À tel point qu'à la rentrée, la LP Chaînes instrumentales connectées (ChIC) va être créée pour répondre aux besoins du développement du numérique sur le territoire lannionnais. Ce sont

donc douze alternant-es de plus qui rejoindront l'établissement. Cette formation est donc bénéfique pour les étudiant-es, mais aussi pour l'IUT. Ce dernier est en effet obligé de trouver des ressources propres pour assurer sa pérennité, l'alternance est l'une des solutions qui a été trouvée.

Chloé Crochu

Quartiers prioritaires : le mur des études

Depuis le 8 avril, il est trop tard pour compléter son dossier Parcoursup. Dans les quartiers prioritaires de Lannion, il n'est pas toujours question de choix.

« Peu de jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), Ker Uhel et Ar Santé Les Fontaines, font des études après le baccalauréat », constatent Nicolas Delhomel, animateur social au centre Saint-Elivet, et Hanane Akaou, monitrice et adjointe d'animation à l'association Beauvallon. Toutes les deux accompagnent les jeunes de ces QPV dans leur insertion professionnelle et scolaire. Les jeunes des quartiers prioritaires font face à des difficultés spécifiques pour s'insérer dans les études dites « supérieures », c'est-à-dire après le baccalauréat, un constat que l'on retrouve à Lannion. Parmi les demandeur-euses d'emploi originaires de Ker

Uhel, 14,2 % ont un niveau de qualification supérieur au baccalauréat, selon l'Insee. Un chiffre qui tombe à 8,4 % à Ar Santé Les Fontaines. À titre de comparaison, 25,9 % des demandeur-euses d'emploi ont un niveau supérieur au bac à l'échelle de la commune.

Problèmes d'argent, d'information et de mobilité

Pour aller encore plus loin, parmi les jeunes de 16 à 25 ans résidant à Ar Santé Les Fontaines, 49,8 % sont non-scolarisés et sans-emploi, toujours selon l'Insee, contre 14,5 % pour le reste des jeunes lannionnais-es.

Une différence significative qui interroge. Pour Sophie De Vries, psychologue de l'Éducation nationale au CIO de Lannion, les jeunes de ces QPV n'osent pas emprunter le chemin des études : « Les problèmes d'argent, d'information et de mobilité sont des freins. Autre problématique autour de cette insertion compliquée : l'autocensure. « Les jeunes des QPV ne s'autorisent pas à rêver. Les familles ne vont pas voir l'avantage des études et penser tout de suite aux coûts que cela va engendrer », explique Sophie De Vries.

Yann Le Carrer, responsable du service jeunesse de la Ville de Lannion, rappelle que la population des QPV de Lannion est

« moins jeune que les autres QPV de Bretagne ». Moins de jeunes signifie donc moins de potentiels étudiant-es dans l'enseignement supérieur.

Peu de jeunes des QPV font des études

Au cours de notre enquête, nous avons trouvé seulement une personne ayant suivi des études supérieures. Elle s'appelle Marine Le Bris et prépare un diplôme d'État de Moniteur Éducateur au lycée Notre-Dame de Campostal et Gouarec. « Je n'ai pas ressenti de difficultés particulières liées au lieu où j'habitais, au cours de mon parcours scolaire. Mes parents m'ont toujours poussé à travailler au cours de mes études,

raconte celle qui a grandi jusqu'à son adolescence à Ker Uhel. Je trouve juste qu'ici, le rapport au travail est différent. Ceux que je connais associent le travail à l'argent. Pour eux, les études, ce n'est pas un moyen d'en faire. C'est assez loin pour ceux, qui doivent travailler pour subvenir aux besoins de leurs parents », poursuit-elle. « Le plus important, c'est d'avoir le choix dans son orientation et ne pas devoir le subir », conclut Sophie De Vries. Les organismes qui accompagnent les jeunes ne manquent pas à Lannion. Tous portent le même message : « il ne faut pas hésiter à venir se renseigner le plus tôt possible. »

Maël Baudé

Nokia : Postes supprimés, emplois sauvegardés ?

Après le dernier plan social Nokia, 231 des 239 personnes dont le poste avait été supprimé à Lannion auraient retrouvé une « solution ». Entre concurrence externe et destablisation interne, l'happy ending ne semble pas si rose qu'espéré.

Jeudi 4 mars au matin, dans les locaux de Nokia à Lannion, la première commission de suivi du quatrième plan de sauvegarde de l'emploi (PSE 4) se réunit. Les premiers chiffres tombent : sur les 239 postes supprimés, 231 employés ont retrouvé un emploi. Entre reclassements internes, départs volontaires et annonces de recrutements par de nouvelles entreprises, la situation semble s'améliorer pour les licenciés-es de Nokia.

Nouveaux acteurs dans la technopole

Depuis quelques semaines, de nombreuses entreprises spécialisées dans la 5G (Qualcomm, B-com, AKKA Technologies...) annoncent leur arrivée sur le territoire lannionnais.

Antoine*, 25 ans, licencié après avoir passé un peu moins de trois ans et demi chez Nokia, entame sa deuxième semaine au sein de B-com, l'Institut de recherches technologiques fraîchement installé et subventionné par le gouvernement. « Je ne pensais pas devoir partir si tôt, même si je m'inquiétais peu pendant le

PSE. Pendant toute la procédure, on ne savait pas du tout à quelle sauce on serait mangé. Ça laisse dans un grand flou, raconte-t-il. Mais, à partir de mi-décembre ou janvier, quand on a eu plus de réponses à nos candidatures, ça allait mieux. Contrairement à d'autres, je n'avais pas une grosse attache à Lannion, là où certains avaient des familles, des maisons. » 26 contrats ont déjà été signés chez B-com, pour un objectif de 90. Parallèlement, d'ici juin, si toutes les personnes qui se portent volontaires pour partir signent leurs contrats de rupture, 72 salarié-es seront reclassés-es en interne du groupe.

Soupir de soulagement dans les rangs de l'équipementier Nokia et regain d'optimisme pour la technopole lannionnaise ? Pas si sûr. Car derrière ces chiffres réjouissants se cachent des salarié-es démunis-es, ainsi qu'une périlleuse redistribution des cartes au sein des entreprises technologiques locales.

« Je ne veux plus entendre parler de Nokia »

Chez B-com, « ce qu'ils viennent chercher, c'est une intelligence collective, c'est tout une équipe qui s'est construite depuis une dizaine d'années. Maintenant, ils peuvent piocher dans les profils licenciés, et ça déstabilise le collectif de Nokia », constate Philippe Mulot, délégué syndical à la CGT.

La situation des équipes dépouillées, portées par des travailleur-euses fatiguées par des mois de luttés et peu confiant-es en leur avenir, inquiète au sein de l'entreprise. Elle a amené la direction à faire intervenir des aides médico-sociales pour maintenir la stabilité du site.



Des salarié-es de Nokia se rassemblent pour le maintien de l'emploi dans le Trégor, le 19 octobre 2020. Iels défilent avec autant de silhouettes en bois que de postes menacés. Photo Manuel Magrez / Panoramic.

Les créations de postes promises chez Nokia se font attendre et l'on assiste à de nombreux abandons, en-dehors du cadre du PSE. « Il y a aussi des personnes qui partent un peu la fleur au fusil et qui se disent "De toute façon, j'en ai marre, un PSE par an je ne supporte plus" », explique le syndicaliste.

Prononcée à répétition par des ancien-nes salarié-es et marquant leur refus d'échanger, la courte déclaration : « Je ne veux plus entendre parler de Nokia » est

lourde de sens.

Difficile de suivre les chemins empruntés par ceux qui ont quitté le navire Nokia, les solutions trouvées ne semblant pas toujours aussi pérennes et satisfaisantes qu'affirmées. « Quand la direction dit qu'il y a tant de solutions trouvées, ce n'est pas vrai, s'indigne Philippe Mulot. Il y a des gens qui sont volontaires mais qui n'ont pas encore trouvé de travail. Ils partent en congé de reclassement ou étudiant encore ce

qu'ils vont faire, quelle formation suivre pour changer d'activité, pour arriver là où ils veulent ».

Puisqu'elles affectent bien plus que les salarié-es concerné-es par le PSE, la vigilance envers les conditions de réinsertion professionnelle des licenciés-es sera maintenue dans les prochains mois.

* Le prénom a été changé

Koupaïa Rault

Lannion, Nokia et plans sociaux : amour et turbulences

En 2007, Lucent est racheté par Alcatel. En l'espace de neuf ans, le site a connu six PSE jusqu'à son deuxième rachat par Nokia. Depuis, en quatre ans, 429 emplois ont été supprimés au sein de l'entreprise. Au-delà du nombre conséquent de licenciés-es, la particularité du dernier plan se trouve dans les âges et les domaines concernés. De nombreux-ses jeunes très récemment embauchés-es et le secteur de la Recherche et Développement (pourtant en pleine activité et essentiel dans l'entreprise) sont touchés-es de plein fouet, renforçant l'incompréhension des concerné-es.

Pauline Planchenault, « la force tranquille »

Depuis bientôt quatre ans, Pauline Planchenault est conductrice de travaux à Eiffage Construction à Lannion. Être une femme dans une profession très masculine demande du caractère.

Elle ouvre la porte de son domicile en souriant, avant d'enfiler son masque. Enceinte de sept mois, Pauline Planchenault est en congé maternité depuis début mars mais garde un œil à distance sur son travail. Cette conductrice de travaux est employée depuis quatre ans par Eiffage Construction, dans les Côtes-d'Armor. D'une voix calme mais assurée, la jeune femme de 29 ans raconte son quotidien sur les chantiers, où ses collègues sont majoritairement des hommes.

La Trégorroise est arrivée dans ce milieu un peu par hasard. Après une classe préparatoire à Brest, elle intègre une école d'ingénieurs, spécialité bâtiment, à Chambéry. « Je ne savais pas trop quoi faire après mon bac. Je ne connaissais pas du tout le métier et mes premiers stages ont conforté mon choix. » Dans sa classe de trente, elles ne sont que cinq ou six filles. « On était bien intégrées. L'école nous encourageait à aller vers cette voie parce qu'elle se démocratise de plus en plus. »

Des débuts difficiles

Mais ce n'est pas toujours facile de se faire entendre quand on est la seule femme dans un univers d'hommes. C'est lors de sa première année dans l'entreprise Demathieu Bard Construction, à Bordeaux, où elle restera trois ans, que des appréhensions apparaissent. Elle est jeune et c'est une femme. Deux critères qui ne jouent pas en sa faveur. « Quand on a affaire à un chef d'équipe de 50 ans, qu'on en a 25 et qu'on veut se faire entendre et écouter, ce n'est pas toujours simple. » La jeune conductrice de travaux a l'impression de devoir prouver qu'elle mérite sa place pour être considérée « comme un conducteur de travaux lambda ». L'entreprise ne lui fait pas directement part de ses inquiétudes

« mais ça se ressentait que les missions données servaient à nous tester, pour savoir si on était capable de faire les choses comme les hommes le feraient ». Alors, pour réussir à manager ses équipes, Pauline Planchenault s'est adaptée. « Au début, il y a des choses que je n'arrivais pas à demander à certaines personnes parce que je manquais d'autorité. J'avais un peu peur d'aller trop loin. Ma stratégie a été de laisser passer et de m'endurcir avec le temps et l'expérience. » Elle a réussi à sympathiser avec ses collègues de chantier, tout en restant dans une relation professionnelle.

Un métier de caractère

Aujourd'hui, l'appréhension s'est envolée pour laisser place au plaisir d'exercer son métier. Forte de ses sept ans d'expérience, Pauline Planchenault constate que les mentalités évoluent. Sa deuxième grossesse en est le meilleur exemple. « J'étais très stressée d'annoncer ma première grossesse à Eiffage. » Elle a peur d'être décredibilisée et remplacée. Et pourtant, les félicitations pleuvent. Alors, pour sa deuxième annonce il y a quelques mois, la conductrice de travaux est bien plus détendue. « Je les ai prévenus tôt pour qu'on puisse s'organiser derrière. Je suis partie sereinement en congé et je reviendrai sereinement. » Le temps lui a aussi permis de prendre confiance en elle. Pour une femme comme pour un homme, avoir du caractère est primordial sur un chantier. « Dans le bâtiment, si vous êtes une personne effacée, vous n'arriverez pas à vous faire entendre et vous vous ferez marcher

sur les pieds. » Du caractère, la conductrice de travaux n'en manque pas. « Pauline, c'est la force tranquille. Elle ne s'énerve jamais, quelles que soient les difficultés. Avec les ouvriers, elle arrive à se faire respecter », décrit Yann Poirier. Ce conducteur de travaux à Eiffage Construction connaît Pauline Planchenault depuis son arrivée dans l'entreprise, où ils travaillent régulièrement

ensemble. En douze ans de profession, ce n'est que la deuxième femme avec qui il travaille en conduite de travaux. « C'est plus facile de travailler avec une femme : c'est une approche différente, moins bourrine, plus efficace. Elles arrivent mieux à calmer tout le monde. C'est un atout pour l'entreprise. » Cette remarque, Pauline Planchenault l'a entendue plusieurs fois : « On discute, on va au bout des choses, on ne va pas vite balayer le problème. Ce qui revient le plus, c'est que les femmes ont plus de rigueur, surtout sur le plan administratif. »

« C'est un métier tout à fait abordable pour une femme »

Oui, c'est un métier physique. Les journées sont longues, il faut bouger en permanence et rester en extérieur par tous les temps. « C'est compliqué quand on est parent ou qu'on veut fonder une famille. Il faut savoir gérer son temps. » Là encore, Pauline Planchenault voit une différence de gestion de temps entre ses collègues masculins et elle. « Ça ne dérange pas mes collègues qui ont des enfants d'arriver à



Depuis le début de son congé maternité, Pauline Planchenault n'a pas totalement décroché de son travail et reste joignable par téléphone. Photo Manuel Magrez.

7 h et de repartir à 20 h. Moi, je ne peux et ne veux plus faire ça. » Mais elle voit d'autres atouts à sa profession. « Dans une journée, on peut croiser quinze personnes différentes. C'est un métier dans lequel on s'épanouit énormément au contact des gens, grâce à la diversité des choses qu'on peut voir dans une même journée. C'est un métier d'avenir. Dans vingt ou trente ans, on construira toujours des bâtiments. »

Pauline Planchenault encourage toutes les femmes qui aimeraient se lancer mais qui n'osent pas : « Il ne faut pas venir en se disant

« je vais me faire bouffer ». C'est un métier tout à fait abordable pour une femme. »

Marion Mergault

12,4 %

C'est la part des femmes dans les métiers du bâtiment en 2019, selon la Fédération française du bâtiment.

Femme, fais ce qu'il te plait... mais pas trop

Pêche, bâtiment, plomberie, autant de secteurs délaissés par les femmes. La majorité se dirige massivement vers les métiers du social ou de l'éducation. Et ce n'est pas qu'une question de goût.

Certains secteurs professionnels se voient désertés par les femmes, à l'instar des métiers du bâtiment. D'autres secteurs le sont moins, mais c'est une histoire récente.

« On devrait parler de métiers pour humains »

Rebecca Rogers

Aujourd'hui, elles sont 60 %. Des professions anciennement qualifiées comme masculines, à l'image de magistrat·e ou médecin, se féminisent. Mais le simple fait de les désigner comme métiers « masculins » pousse certaines femmes à ne pas les envisager. « Ce n'est pas très sain d'avoir des métiers pour hommes ou femmes. »

L'éducation, pilier de la liberté

Pour que les petites filles puissent un jour devenir maçonnes ou pêcheuses, il faut ouvrir leur champ des possibles et ce dès le plus jeune âge.

L'informatique pour les garçons, le social pour les filles. Pour échapper à ce carcan, il est nécessaire de déconstruire les métiers « masculins » et « féminins » en prenant le problème à la racine. « Pendant les études supérieures ou en entreprise, il est trop tard » pour se défaire de ce conditionnement, assure Margaux Terrou, professeure d'éthique sur l'histoire des femmes et fondatrice du cabinet Her'oes and associates. Elle conseille aux écoles primaires « d'organiser des journées découvertes des métiers pour ouvrir le champ des possibles aux élèves, sans distinction de sexe. Au collège et au lycée, il faut les écouter et prendre en compte leurs envies ».

Dans le monde professionnel, certaines choses peuvent néanmoins évoluer, comme l'organisation du travail. « Il y a des responsabilités à prendre,



Danièle Sicot est la présidente de Soroptimist Lannion, qui a aidé Manon Maïgan dans ses démarches pour étudier à Prague. Photo Marion Mergault.

des politiques plus égalitaires à mener », affirme Rebecca Rogers, professeure d'histoire de l'éducation et chargée de mission parité à l'université Paris-Descartes. Traditionnellement, les

genre à 6 ans. À partir de là, il prend conscience de ce qu'on demande à une fille et de ce qu'on demande à un garçon », explique Margaux Terrou, professeure d'éthique sur l'histoire des femmes et fondatrice de Her'oes and associates, cabinet accompagnant les entreprises pour plus de parité. Fruits d'une éducation genrée, les attentes et les attitudes de la famille sont donc différentes selon les sexes. On attend des filles qu'elles soient douces et souriantes, alors que les garçons doivent être virils et courageux.

Oser l'inconnu

Ces attentes orientent aussi les projets professionnels, renforcées par l'avis des professeur·es et des conseiller·ères d'orientation. En 2019, les lycéennes représentaient 79 % des élèves en filière littéraire

et 8,1 % en sciences et technologies de l'industrie et du développement durable. « Il y a une pression parentale sur les garçons pour qu'ils fassent des choix rationnels, afin de choisir des métiers mieux payés. On les pousse, par exemple, à faire un bac scientifique. Il y a moins cette pression sur les filles, à qui on dit de faire des métiers qui leur plaisent », développe Rebecca Rogers.

Une pression jusque dans les entreprises

Pourtant, les femmes sont plus nombreuses dans l'enseignement supérieur et ont de meilleurs résultats. Mais, paradoxalement, elles vont moins loin dans les études. À compétences et temps de travail égaux, elles sont également moins payées que les hommes. Un véritable cocktail

explosif, source d'un manque de confiance en elles qui les poursuit jusqu'à l'âge adulte.

Cette pression se perpétue au sein des entreprises. Là, les femmes ont la sensation de devoir prouver qu'elles méritent leur place. Ce sentiment est renforcé dans les professions où les femmes sont moins nombreuses. « Il faut une très forte personnalité pour aller vers des métiers où on est minoritaires », constate Rebecca Rogers. Difficile d'imaginer monter dans la hiérarchie si on est la seule femme. Encore plus d'oser passer par la case entretien d'embauche. Margaux Terrou s'interroge : « Si jamais il n'y a personne qui me ressemble dans un secteur d'activité, comment vais-je pouvoir m'y projeter ? ».

Marion Mergault

une carrière. « En France, il y a la culture du présentisme. Si on est beaucoup au travail, on bosse bien », assure Margaux Terrou, qui préconise de miser sur le travail rendu plutôt que sur le temps passé au bureau. Sensibiliser, c'est ce qu'elle réalise avec son cabinet Her'oes and associates, à travers des ateliers dédiés à l'égalité professionnelle dans les entreprises.

3 000 euros pour étudier

Des aides plus concrètes peuvent également être mises en place pour soutenir professionnellement les femmes. À Lannion, le club féministe Soroptimist accompagne les femmes qui souhaitent s'orienter vers des métiers masculinisés. Les membres de l'association font notamment du mentorat. Elles se servent de leur réseau professionnel pour partager

leurs connaissances et aider des femmes à trouver des stages.

Toute l'année, le club récolte des fonds à travers des actions, comme le week-end Talents de femmes, durant lequel des artistes femmes exposent leurs œuvres, pendant que l'association vend des tickets de tombola. Avec le pactole amassé, « l'association octroie chaque année à une femme une bourse de 3 000 euros par an pour étudier », explique Danièle Sicot, la présidente du club lannionnais.

Manon Maignan est la dernière à avoir bénéficié de cette aide. Originaire de Plouagat, entre Guingamp et Saint-Brieuc, elle suit maintenant un double cursus en architecture et en ingénierie à Prague. Une formation qu'elle n'aurait pas suivie sans la bourse.

Marion Mergault

La fête change de visage

Depuis plus d'un an, la jeunesse réinvente ses rites d'intégration au temps du Covid, entre contraintes et risques de contamination.

Mi-octobre. Les rues sont presque vides. Un verre à la main, des étudiant-es sont priés de consommer à l'extérieur des bars. Il n'est pas minuit et un groupe de policiers remonte la rue des Chapeliers, à Lannion. À son passage, les masques sont remontés et le silence se fait. La fête se fige.

Huit mois plus tôt, les corps se seraient pour entrer dans des bars où l'on dansait avec des inconnu-es. Bouteilles et cigarettes passaient de bouche en bouche dans l'agitation d'un jeudi soir à Lannion.

« La fête n'est pas qu'un rassemblement »

À la rentrée 2020, il n'y a pas eu de soirées d'intégration à l'IUT ni à l'Enssat, l'école d'ingénieur-es de Lannion. Pour celles et ceux qui poussent la porte d'une nouvelle école dans une ville inconnue, la fête est un important vecteur de rencontres. « On est presque en fin d'année et je ne connais aucun élève de première année », regrette Donatien Hirel, étudiant en deuxième année de BTS tourisme. Mathieu Dary, étudiant en informatique, résume la situation : « Avant le second confinement, je rencontrais des gens. Depuis, je n'ai pas eu de nouvelles amitiés et j'ai perdu contact avec quelques-uns de mes amis les moins proches, faute

d'occasions de se retrouver ».

La disparition des soirées d'intégration, c'est la fin d'un rite de passage. Ces grandes communions festives marquent l'entrée dans une nouvelle vie. « La fête n'est pas qu'un rassemblement », expliquent Caroline Le Roux et Vanessa Billiou, psychologues cliniciennes au centre médico-psychologique pour enfants et adolescents (CMPEA) de Lannion. « C'est un moyen de cultiver un sentiment d'appartenance à un groupe, d'expérimenter les relations aux autres, mais aussi ses propres limites. C'est le moment de questionner son autonomie et de créer sa propre responsabilité en tant qu'adolescent ou jeune adulte. »

La fête est l'un des nombreux temps informels de la socialisation et de la construction identitaire des moins de 25 ans. À l'image de la pause-café en entreprise, c'est l'endroit où les idées fusent, où l'on réinvente le monde. On s'y découvre des passions communes et des amitiés d'un soir ou d'une vie. Certes, depuis un an, les réseaux sociaux permettent de maintenir un contact. Les apéros en visio se sont rapidement intégrés à la routine du confinement. Mais « les réseaux sociaux scénarisent la rencontre et l'échange est souvent moins spontané et beaucoup plus encadré », explique Christophe

Marchais-Dion, psychothérapeute dans la région nantaise.

« Chez les adultes, la découverte a déjà été faite »

Le besoin de se rassembler reste vital. La fête s'est déplacée des rues aux appartements ; elle s'est réinventée entre quatre murs. « On observe des comportements un peu rebelles, des jeunes qui bravent l'interdit », explique le psychothérapeute. Ce constat mettra des soignants en colère. L'appartement devient l'un des rares lieux où l'on se permet de baisser le masque, d'oser embrasser et même de tomber amoureux-se. « Ces comportements sont à risques mais ils sont importants pour éviter la dépersonnalisation, explique Christophe Marchais-Dion. On a de l'intérêt, de la valeur, uniquement par l'œil de l'autre. Le cloisonnement empêche l'épanouissement personnel passe par la rencontre d'autres personnes. »

Malgré la menace du virus et celle des contrôles de police, les étudiant-es sont nombreux-ses à se retrouver les un-es chez les autres. « On est en petits groupes. Hier, par exemple, on était sept, parfois on est douze », explique Etienne Le Mée, en première année d'informatique, derrière une table de la cafétéria de l'IUT. Entre cours à distance et soirées plus ou moins confinées, une routine semble s'installer, même si « fête » rime désormais avec contrainte. « On est obligés d'arriver dès 18 h et on doit rester dormir, alors que, dans un bar, on va on vient, il n'y a pas d'heure. Et puis il y a aussi les contrôles de police et le risque de contamination », résume Donatien Hirel, étudiant en BTS tourisme.

Danser la nuit pour oublier la fatigue et les ennuis. Danser sans avoir peur de se toucher. Pour beaucoup, la fête est un exutoire salvateur. « On a besoin de se changer les idées quand on est toute la journée assis face à un



Gel hydroalcoolique, masques... depuis le début de la pandémie, la fête a une autre saveur. Photo Manuel Magrez.

ordinateur et qu'on a le sentiment d'être mis à l'écart », justifie Léo Gilbert, 19 ans, étudiant en informatique. Les confinements et couvre-feux successifs touchent toutes les classes d'âge mais « ce sont les jeunes qui ont besoin de davantage de régularité et de contact direct dans les échanges, de toucher, de partager. Chez les adultes, la découverte a déjà été faite », explique Christophe Marchais-Dion.

« Les jeudis soirs n'avaient pas la même saveur »

Pourtant, « l'été dernier, des choses ont été possibles », assurent Caroline Le Roux et Vanessa Billiou, du CMPEA de

Lannion. Comme une respiration en plein Covid, les bars et les restaurants avaient rouvert, jusqu'au reconfinement, le 30 octobre, même si l'ambiance était différente. « Entre le masque, la jauge à l'entrée, la distanciation et les contrôles de police, les jeudis soirs n'avaient pas la même saveur », poursuit Maël Le Put, co-gérant d'un bar devenu muet. Un silence inhabituel entoure Le Chapelier, dans la rue du même nom. Sa façade sombre reste close depuis la Toussaint. Plus de file d'attente ni de videur. Plus de verres sur les rebords des fenêtres le vendredi matin. En passant, on jette un œil au Chap' dans l'espoir que bientôt, 19 h sonnera le début de la fête. Et plus la fin de la journée.

Violette Vauloup

Hollden veut aider la communauté LGBT+

Depuis le 11 mars, l'Union européenne est une zone de liberté LGBT+. A Lannion, des personnes de la communauté cherchent encore leur place. L'association Hollden veut leur venir en aide.

Lyse aimerait se sentir à l'aise. Lycéenne à Lannion et ouvertement transgenre depuis un an et demi, elle a parfois du mal à assumer sa transition : « Certains de mes professeurs m'appellent encore par mon nom de naissance (ndlr, Lyse a changé de prénom) et ça me fait me sentir mal. Faire partie d'une association me permettrait de rencontrer de nouvelles personnes et de m'épanouir. » Une association venant en aide à la communauté, Andbraiz, a existé à Lannion. Elle a finalement mis la clé sous la porte en 2016, faute de temps et d'argent. La communauté LGBT+ (Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, etc.) cherche à retrouver un lieu de rencontre. C'est pour répondre à ce manque que Marie Montlouis-Gabriel, animatrice en accueil de loisir à Brest, a décidé de monter une nouvelle association à Lannion. Projet qu'elle a monté avec des camarades rencontrés sur le forum d'Andbraiz. « L'association s'appellera Hollden, Humains en breton. Avec le Covid-19, nous n'avons pas encore réussi à nous déclarer mais nous cherchons activement des locaux en ville

pour nous implanter », déclare-t-elle. L'enjeu de cette association serait « d'avoir un lieu pour se rencontrer entre LGBT+ », explique Marie.

Une hausse de la haine anti-LGBT+

Une nouvelle association qui ferait sens dans un contexte politique européen complexe. Après des politiques anti-LGBT+ en Pologne et Hongrie, le Parlement européen a déclaré « l'UE comme une zone de liberté LGBT+ ». Mais les pays de l'Est ne sont pas les seuls où la haine anti-LGBT+ se perpétue. En France aussi, les chiffres s'affolent. Le 17 mai 2020, le ministère de l'Intérieur a souligné que les crimes et délits commis en 2019 à l'encontre des LGBT+ ont augmenté de 36 % par rapport à 2018. Ce qui confirme une tendance depuis deux ans, après une augmentation de 33 % en 2017.

Yuna, lesbienne de 17 ans, aimerait faire partie d'une association à Lannion. Cela lui permettrait de faire son coming-out sans craindre les violences. « Je ne peux pas en

parler avec ma famille, m'ouvrir à des gens qui me comprennent serait plus simple », raconte-elle.

Si la situation actuelle ne permet pas des rencontres, les membres d'Hollden essaient d'être présents sur les réseaux sociaux, avec un compte Instagram (@Holldenlannion) et une conversation Discord (ndlr, réseau social pour discuter à distance) ouverts à tous. Le but : faire le relais entre les personnes LGBT+ et les alliés-es (personnes soutenant leur cause). Marie Montlouis-Gabriel et ses associées espèrent ainsi « maintenir le contact un maximum ».

Une association pour s'épanouir

La plupart de leurs abonné-es leur ont d'ores et déjà annoncé être « contents de la mise en place d'une association sur Lannion et ses alentours ». Manon, lycéenne bisexuelle à Lannion, est l'une d'entre elleux. « Au lycée, on est mal accompagné », relate cette dernière. Il y a pas mal d'homophobie entre camarades. » Pouvoir discuter de sa sexualité dans un lieu de rencontre lui permettrait de « ne



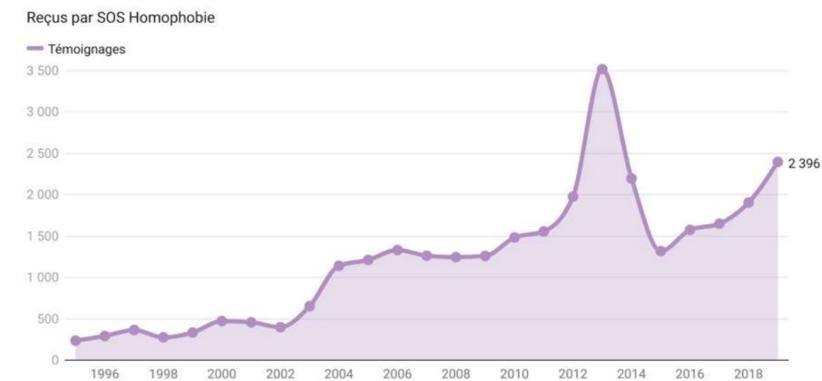
Marie Montlouis-Gabriel souhaite mettre en place une association LGBT+ à Lannion. Photo Frank Prigent.

plus se sentir exclue » mais aussi de « s'exprimer ». Une homophobie en hausse : en 2019, l'association SOS Homophobie a recensé une augmentation de 26 % des témoignages de victimes. C'est le deuxième total le plus élevé derrière 2013, année de l'adoption de la loi Taubira pour le mariage pour tous-tes. Les plaintes déposées pour injures, menaces et violences subies du fait d'une orientation sexuelle ou d'une identité de genre, ne sont toutefois que la partie émergée de l'iceberg. Selon le ministère de

l'Intérieur, seules 5 % des victimes d'injures à caractère anti-LGBT+ porteraient plainte et environ 20 % des victimes de menaces ou violences auraient porté plainte en 2019. Pour mieux les insérer dans la société, l'association Hollden a des tonnes de projets en tête à Lannion. « Faire des interventions dans les classes de collège et lycée, instaurer une marche annuelle en l'honneur de la communauté, installer quelque chose de permanent pour venir et se sentir à l'aise », conclut Marie Montlouis-Gabriel.

Naomie Jourand

Evolution du nombre de témoignages de victimes d'actes anti-LGBT en France entre 1995 et 2019



Source : Rapport annuel sur les LGBTphobies 2020, SOS homophobie. Infographie Naomie Jourand.

« L'âge n'est pas un frein » pour faire du parkour

À Lannion, les jeunes sont de plus en plus nombreux à pratiquer le parkour. Mais l'art du déplacement séduit aussi des quadragénaires.

Il est 16 h lorsqu'une dizaine de téméraires se rassemblent dans le froid hivernal, prêts à faire du bitume et des obstacles en bois leur terrain de jeu. Parmi eux, il y a David Le Bec, 49 ans, venu s'entraîner avec son fils. Le professeur d'arts appliqués n'en est pas à sa première séance.

parkour», affirme Mattéo Latruffe, 20 ans. Cela fait maintenant huit ans que lui et son frère Allan, de deux ans son aîné, pratiquent ce sport. Depuis septembre 2020, les frangins proposent des séances d'entraînement via leur association Parkour Lannion.

Lui qui s'est intéressé au parkour par hasard, en cherchant un sport pour son fils, a fini par rester après plusieurs séances de test. « J'ai essayé et ça a tout de suite marché. Le parkour est un sport dans l'air du temps », affirme-t-il. Saut d'une rampe à un banc, course à la verticale sur un mur, réception précise sur du métal glissant : pour ces apprentis acrobates, il s'agit d'aller vite mais aussi d'être dans le beau. « Il y a un côté esthétique, presque artistique dans lequel je me retrouve », confie l'aîné du groupe. Leurs « passements » sont à mi-chemin entre le saute-moutons, le sprint et le spectaculaire.

« Chacun progresse à son rythme »

Parfois clairsemées de ratés, les tentatives sont de plus en plus fluides. Si une personne chute, le groupe s'arrête un instant et s'assure qu'elle n'est pas blessée. Quand il s'agit de faire une roulade sur un module en bois de vingt cm de large et d'un mètre de haut, la tension se fait sentir. « Quand on rate, personne ne se moque. Au contraire, les gens s'encouragent. Le groupe est vraiment dans un état d'esprit que je n'ai jamais retrouvé dans toutes les autres activités sportives que j'ai pu faire par le passé », raconte Alexandre Bechet-Perrot, sportif acharné de 45 ans passé par le bowling, la boxe thaï et la course à pied.

Une bienveillance qui s'inscrit au cœur des valeurs portées par les traceurs, les pratiquant-es du parkour. « Il n'y a pas la place pour l'égo ou la compétition dans le

Lors des séances, Mattéo Latruffe montre un mouvement puis le décline par degré de difficulté. À chacun-e de choisir la variante la plus adaptée à son niveau. « Je propose les mêmes mouvements à mon groupe de jeunes et d'adultes. Leurs capacités sont pourtant radicalement différentes. C'est simplement mon approche qui change », explique le jeune Lannionnais. Une dynamique qui fédère le groupe autour de la même envie de progresser et ce, malgré l'écart d'âge qui les sépare. Et ça marche. « Le parkour regroupe tout ce que j'aime dans le sport. La liberté, l'agilité, la souplesse, la course... », dit Alexandre Bechet-Perrot, les yeux rivés sur les autres membres. « Ils pourraient tous être mes enfants », rigole-t-il. La cohésion du groupe montre à quel point l'âge n'est pas une marque de différence. Que l'on soit jeune, vieux, vieille, peu importe. Seules les capacités physiques et la volonté de chacun-e varient selon David Le Bec. « Ici, il n'y a pas de jugement sur notre âge. Chacun progresse à son rythme en fonction de ce qu'il sait faire, avec ses propres objectifs et tout le monde s'y retrouve », précise ce grand monsieur à lunettes.

Être à l'écoute de son corps

Le parkour, le freerunning et l'art du déplacement sont des disciplines sportives nées dans les années 1990, en banlieue parisienne. Le film Yamakasi et plus récemment Banlieue 13 ont mis en lumière ce sport auprès du grand public. Acteurs dans le premier film, les membres de cette



Sur la piste d'athlétisme de Park Nevez, David Le Bec s'exécute sous le regard avisé de Mattéo Latruffe. Photo Paul Louault.

bande à l'origine de la discipline sont des athlètes, encore en activité aujourd'hui. À plus de 40 ans, ils sont de véritables exemples de longévité pour les quadragénaires du groupe lannionnais.

« Je veux me prouver que je ne suis pas trop cassé, s'amuse David Le Bec. Mon âge, je le sens parfois pendant les séances. Mais ce n'est pas un frein, au contraire », assure-t-il, malgré une légère douleur au poignet en fin d'entraînement. L'écoute de leur corps, c'est justement ce qu'apprécie Mattéo Latruffe quand il encadre des adultes. « Ils bougent avec plus de responsabilité et respectent davantage les consignes que les jeunes. À l'échauffement, eux, ils s'échauffent... Ça évite les petites blessures un peu idiotes », ironise-t-il.

Très prochainement, Lannion sera doté du premier « parkour parc » de Bretagne. Un équipement inédit qui permettra à tous et toutes de se perfectionner sereinement sur des modules adaptés et un sol amortissant. De bon augure pour toutes les générations de traceurs du Trégor.

Paul Louault

Jouez ensemble avec Practice

« Le sport pour tous », c'est la devise de l'application Practice, lancée en septembre par Jérémy Toudic et Romain Boillon, deux développeurs rennais. Plus de 4 000 Breton-nes l'ont déjà téléchargée. Le concept, c'est « d'ouvrir à tous la pratique du sport à plusieurs ».

Chacun-e peut proposer l'activité de son choix parmi 160 sports, dans le lieu qu'il ou elle souhaite. Une fois créée, elle sera proposée aux potentiel-les intéressé-es selon leurs goûts et leur géolocalisation. Et, au-delà du sport, l'application vise à créer du lien social. « C'est une application de rencontres sportives. Pas de rencontres amoureuses, je précise ! », sourit Jérémy Toudic.

Après un lancement « très satisfaisant », le développement de l'application a été freiné par le deuxième confinement. Les deux Rennais attendent avec impatience la reprise du sport, synonyme de renaissance pour Practice.

Gratuit. Disponible sur Google Play et l'App Store, en recherchant « Practice : rencontres sportives ».

Tom Bertin

Le train du numérique laisse les seniors à quai

La numérisation de la société s'accélère depuis la pandémie : rendez-vous médicaux en ligne, visioconférences... Cette nouvelle organisation marginalise beaucoup de seniors, encore trop peu intégrés au numérique.

Solange, 82 ans, vit en face du centre de vaccination de Lannion. Chaque jour, elle voit des gens en sortir vaccinés mais, ironie du sort, elle ne parvient pas à y prendre rendez-vous. L'inscription n'étant possible qu'en ligne, la tâche est complexe pour beaucoup. « Mon fils essaye de m'inscrire depuis deux mois parce que, moi, je ne veux pas enquiquiner ma tête avec Internet. J'ai appelé, je suis allée directement au centre mais ce n'est pas possible. Maintenant, j'abandonne, je verrai plus tard. » Pourtant, diabétique et

grande partie des personnes âgées. « Un crash test très parlant », ironise Jean-François Lucas, sociologue de la ville numérique et chercheur au Laboratoire de sociologie urbaine (LaSUR). Sans compétence, accès ou appétence pour le numérique, beaucoup de seniors n'ont pas pu appeler leurs proches en visioconférence pour maintenir le lien.

Au quotidien, prendre rendez-vous chez le médecin, payer ses factures, faire des démarches administratives... Tout est

« Je ne veux pas enquiquiner ma tête avec Internet » Solange, 82 ans

dematérialisé. L'accélération de cette nouvelle organisation a marginalisé les seniors. « Pendant le confinement, il n'y avait plus d'alternatives aux voies numériques. C'est ça qui ordinateur, elle a dû faire appel à son voisin pour accéder au sérum tant attendu. Un allié indispensable pour franchir l'obstacle du rendez-vous en ligne car environ 67 % des 75 ans ou plus ne maîtrisent pas les outils informatiques, d'après l'Insee.

Le confinement, « un crash test très parlant »

La pandémie de Covid-19 a mis en lumière une réelle fracture numérique chez les personnes âgées. « Jusqu'à présent, on se disait que les seniors n'avaient pas forcément besoin de s'adapter au numérique, qu'ils pouvaient faire sans. Le confinement a révélé qu'on ne pouvait plus les laisser sur le côté », remarque Yann-Mael Larher, docteur en droit et conférencier sur les relations numériques de travail. Les confinements ont isolé une

est problématique », affirme Périne Brotcorne, sociologue et chercheuse-senior à l'Université de Louvain en Belgique.

Alors, les centres sociaux lannionnais Saint-Elivet et L'Horizon ainsi que le Centre communal d'action social (CCAS) de Lannion ont décidé de remettre les wagons du numérique sur de bons rails en organisant des ateliers web pour les seniors. Au programme, initiation à l'usage d'un ordinateur ou d'une tablette, aux démarches administratives en ligne et à l'envoi de messages sur Internet. « Les seniors n'avaient pas d'outils ou ne savaient pas s'en servir. Les nouvelles technologies ne sont pas adaptées aux pratiques des personnes âgées, alors il faut les aider », explique Denis Sidaner, bénévole au centre social Saint-Elivet. Pas de chance, les ateliers étaient prévus en novembre et



Le centre social Saint-Elivet accueille régulièrement des seniors pour des formations au numérique. Photo Manuel Magrez.

en décembre, en plein milieu du deuxième confinement.

Les ateliers d'initiation annulés

Aucun des neuf ateliers n'a finalement eu lieu. Les seniors de Lannion n'ont donc pas pu tenter d'accrocher le train du numérique, au moment où iels en avaient le plus besoin. Mais les responsables du centre social Saint-Elivet ne désespèrent pas pour autant. « On a installé une salle informatique. Dès qu'une personne a besoin d'aide, elle peut appeler le centre social et on l'accompagnera. Quand ce sera autorisé, on commencera les ateliers en groupe », assure Nicolas Delhomel, animateur à Saint-Elivet et référent du projet Ateliers Web.

Cette aide est d'autant plus précieuse que le gouvernement souhaite dématérialiser toutes les démarches administratives d'ici 2022. Pour cela, un plan de relance pour intégrer les Français-es au

numérique a été annoncé. 250 millions d'euros seront investis, à travers le recrutement de 4 000 conseillers numériques et le déploiement de kits d'inclusion numérique. Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires, et Cédric O, secrétaire

Tom Bertin

Illectronisme

Le mot illectronisme est une contraction des termes « illettrisme » et « électronique ». Il signifie l'état d'une personne qui n'a pas les compétences nécessaires à l'utilisation des outils numériques. D'après l'Insee, près de 20 % de la population française en souffre, soit environ 13 millions de personnes.

Infos pratiques

Inscriptions et renseignements pour les ateliers numériques : CCAS de Lannion : 02 96 46 13 22 Centre social Saint-Elivet : 02 96 37 97 87 Centre social l'Horizon : 02 96 48 75 08

Réalisateur à Lannion, mission impossible ?

Boîtes de productions, distributeurs, financeurs... Le monde du cinéma semble vivre à Paris. Des réalisateurs bretons ont pourtant réussi à s'y intégrer.

Devenir réalisateur-trice lorsque l'on vit dans les Côtes-d'Armor, mission impossible ? Pas selon Nicolas Raoul, réalisateur de fiction lannionnais. « *Je n'ai jamais senti de barrières se dresser parce que je venais des Côtes-d'Armor.* »

Pour le documentariste costarmoricain Alan L'Estimé, ne pas être vivre dans la capitale est un vrai handicap. « *98 % de l'activité est à Paris* » Cela ne l'a pas empêché de côtoyer le monde de l'audiovisuel depuis une vingtaine d'années. En 2008, il a créé sa boîte de production, avec laquelle il a écrit, réalisé et produit des documentaires. « *J'avais envie de créer de la fiction, mais c'était impossible à l'époque. C'est pour cela que je me suis tournée vers le documentaire.* » Des difficultés qu'il justifie par un manque de considération de la part des décideur-euses.

Pas de quoi décourager Nicolas Raoul. Le Lannionnais est auteur de plusieurs courts-métrages sélectionnés dans des festivals, et de la série Portrait(s), disponible sur YouTube. Selon lui, rentrer dans le monde du cinéma avec des histoires originales, c'est possible. « *Les jeunes auteurs peuvent tout à fait s'insérer dans le monde du cinéma. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut persévérer pour essayer de faire sa place.* »

Il n'estime pas encore avoir gagné la sienne. « *Je ne me considère pas encore comme intégré dans le monde du cinéma, puisque je n'ai encore jamais rien gagné avec ce que j'ai créé.* »

« Je préfère apprendre par moi-même »

Un point unit les deux réalisateurs :

ils n'ont pas côtoyé les écoles de cinéma. Même si Nicolas Raoul est issu de l'option cinéma du collège Savina de Tréguier, cet autodidacte n'a jamais voulu d'une école. « *Je ne voulais pas qu'on m'apprenne à faire du cinéma. Je préfère apprendre par moi-même. Je n'aime pas avoir des règles préconçues sur comment je dois réaliser.* » Une approche partagée par Alan L'Estimé, qui a commencé à travailler dès le lycée avec des chaînes de télévision amateurs. Une expérience qu'il a poursuivie en tant que technicien sur les plateaux de tournage.

Un milieu fermé et éreintant

Avec sa boîte de production, Alan L'Estimé a mis sur pied plusieurs documentaires. Un type de production qu'il n'a pas tenu au fil des années, les contraintes étant trop fortes. « *Pour être diffusé, il*



Alan L'Estimé réalise des films institutionnels. Photo Evan Livenais

faut être dans les clous. On me demandait encore et encore de réécrire mon documentaire. Si on ne suit pas ces directives, on ne trouve pas de diffuseur à la fin. » Une situation qui l'a poussé à quitter le monde du documentaire pour réaliser des films plus institutionnels, lui permettant « *d'être plus libre.* »

Des réalités qui semblent pourtant évoluer lorsqu'on entend Nicolas



Nicolas Raoul sort la série Portrait(s). Photo Evan Livenais

Raoul. « *Aujourd'hui, avec Internet, on peut réaliser des courts-métrages avec presque rien. N'importe qui peut proposer des scénarios, démarcher des boîtes de productions.* »

Le monde du cinéma n'est donc pas si inaccessible pour les réalisateur-trices provinciaux-ales, même si les élu-es restent rares.

Evan Livenais

« On est tous en train de faner : les artistes et le public »

Entre perte de revenus et impossibilité de monter sur scène, les musicien·nes de Lannion veulent continuer à exister à travers leurs initiatives.

Trois cent soixante-huit jours sans concerts, salles, ni public. Il y a un peu plus d'un an, le gouvernement annonçait la fermeture de « *tous les lieux recevant du public* » et étant « *non indispensables à la vie du pays* ». Parmi eux, les salles de concert, cafés spectacles et festivals de musique. Depuis, plus rien, ou presque. Sur le territoire lannionnais, les lieux de culture sont désespérément vides. Au Pixie, les applaudissements et vivats du public ne sont plus qu'un lointain souvenir. Idem pour les bars du centre-ville, dont les concerts rythmaient auparavant les nuits étudiantes.

« *On est tous en train de faner : les artistes et le public,* constate l'accordéoniste Ronan Bléjean, membre du Syndicat de Bretagne des artistes musiciens (Sbam CGT). *Il y a une baisse de*

moral pour les professionnels du spectacles. Pour d'autres, c'est même la dépression. »

Passer au numérique, une parade bienvenue

Pour continuer à faire vivre leurs créations artistiques, certain·es artistes se tournent désormais vers une diffusion en ligne. Les concerts retransmis en direct sur les réseaux sociaux se sont ainsi multipliés ces derniers mois. DJ sets comme musique traditionnelle... Sociologue et professeur de culture bretonne à l'université de Rennes 2, Ronan Le Coadic voit dans cette situation une opportunité de création pour les artistes : « *Peut-être que le monde de la culture arrivera à s'enrichir.* » Le chanteur et saxophoniste Gildas Le Buhé s'est essayé, lui aussi, à diffuser un

concert en ligne. « *Avec le groupe, on s'est dit qu'il faudrait continuer à faire de l'actu, donc on a donné rendez-vous aux gens sur Internet pour nous voir.* » Une initiative qui implique une surcharge de travail : lumières, son et caméra doivent en effet être gérés directement par les musicien·nes pendant la performance. « *C'était pas évident* », se souvient Gildas Le Buhé.

Cette parade trouve vite ses limites. « *Certains musiciens réclament à corps et à cris de retrouver un lien physique avec leurs publics* », explique le syndicaliste Ronan Bléjean. Ronan Le Coadic parle quant à lui d'une « *épreuve* » subie par les artistes, qui jouent en réalité seul·es devant leur écran. Un constat partagé par Gildas Le Buhé : « *Le retour que cette expérience offre est nul, super*

nul. Ce qui est important, c'est le côté vivant : on parle de spectacle vivant, de musique vivante. » Amer, le musicien breton regrette l'absence d'échange imposée par les écrans.

Le groupe a eu quelques retours positifs, mais s'est très vite aperçu que cette initiative touchait un cercle restreint. Et Gildas Le Buhé de poursuivre : « *Ce n'est pas avec ça qu'on peut continuer à travailler, c'est impossible. Le pire des problèmes, c'est encore une fois cette relation directe avec les gens. Elle ne peut pas passer par la mécanique, par l'informatique.* »

Survivre et se (ré)insérer

« *On est en train de travailler sur un dispositif qui s'appelle Ouvrir l'horizon, avec des collectifs et des*

compagnies artistiques, détaille Ronan Bléjean, du Sbam. *Il est déjà effectif en Loire-Atlantique depuis quelques mois.* » Des associations, regroupements d'habitant·es ou encore structures culturelles pourraient ainsi acheter des productions artistiques. Le dispositif permettrait à des artistes breton·nes de se produire dans des lieux nouveaux, comme « *les rues, les marchés... Là où on est peu présents* », glisse-t-il.

À Lannion, le calme du Pixie sera bientôt troublé par les riffs de guitare. Le café-spectacle lance un tremplin musical pour les 16-30 ans : en vidéo et sans public. Les groupes lauréats se verront offrir un accompagnement professionnel d'un an et pourront, qui sait, jouer enfin avec du public.

Quentin-Mathéo Pihour

Pôle Emploi : deux fois plus de jeunes suivis

Depuis le début de la crise sanitaire, beaucoup de jeunes sont en difficulté. Chantal Lecointe-Laumond, directrice de Pôle Emploi Lannion, a dû recruter une conseillère pour mieux les accompagner.

Que faites-vous pour aider les jeunes qui veulent s'insérer dans le monde du travail en cette période compliquée ?

Pôle Emploi Lannion aide à l'insertion des jeunes, grâce à la plateforme « *1 jeune 1 solution* » mise en place par le gouvernement en juillet 2020. Actuellement, près de la moitié des offres d'emploi à Lannion sont ouvertes aux moins de 25 ans. Nombreux sont les employeurs qui demandent beaucoup d'expérience et qui estiment que les jeunes ne sont pas assez formés. Pour contrer cette injustice, nous prenons en charge les formations. L'objectif est qu'un maximum de moins de

25 ans puisse trouver un emploi rapidement.

À Lannion, quels dispositifs d'accompagnement ont été mis en place ?

Un accompagnement personnalisé a été mis en place : chaque personne bénéficie d'un conseiller attiré qui l'aide dans sa recherche d'emploi. Par rapport à l'année précédente, le nombre de jeunes qui bénéficie d'un accompagnement personnalisé a doublé, nous sommes passés de 70 personnes à 140 cette année. Pour répondre à cette demande, nous avons donc dû embaucher une deuxième conseillère à Lannion. Nous proposons une prise en charge pour un suivi psychologique, ou encore une aide financière pour les travailleurs handicapés.

Pôle Emploi et la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) se

sont associés afin de prendre en charge les frais de séances avec un·e psychologue, en quoi cela consiste-il ?

Le dispositif « *Rebondir* » s'adresse aux personnes qui ont perdu leur emploi à cause du Covid-19. Elles peuvent bénéficier d'une prise en charge à hauteur de 40 euros pour chacune des douze séances avec un psychologue. Nous avons voulu agir pour aider les jeunes, il est important d'aider ceux qui en ont besoin. Cependant nous ne savons pas jusqu'à quand nous pourrions offrir ce service, car nous sommes dépendants du gouvernement et donc, s'ils décident de tout arrêter, nous n'aurons pas d'autres choix que de suivre les instructions.

Propos recueillis par Chloé Crochu

L'Amisep Lannion s'adapte

Entre le confinement et le couvre-feu, de nombreuses entreprises et associations doivent réduire la voilure. Chose impossible pour l'association morbihannaise d'insertion sociale et professionnelle Amisep, implantée à Lannion. « *On se doit de maintenir un contact avec les sans-abri* », affirme Mickaël Miles, chef de service.

L'association héberge et nourrit ceux dans le besoin, les plus isolés. Elle aide également dans l'urgence les personnes qui sont victimes de violences. Pour aider toutes les demandeur·euses au mieux, elle a maintenu son activité pour les accompagner dans leur quête de réinsertion. Cela passe par des veilles les informant de leurs droits ou en les orientant vers leurs partenaires, les services sociaux, les masques obligatoires et les gestes barrières, l'organisation ne pouvait pas recevoir autant de personnes que nécessaire.

« *On voit moins les gens, donc on voit moins ceux qui pourraient avoir besoin de nous.* »

350 personnes reçues par an

« *On craint les dommages collatéraux de la crise sanitaire, s'inquiète Mickaël Miles. Même quelqu'un qui est sorti de la rue, avec une vie plus stable, peut ressentir du mal-être.* » Des conséquences psychologiques, notamment la solitude, peuvent entraîner des rechutes, des retours dans certaines addictions. Chaque année, l'Amisep reçoit dans ses locaux 350 personnes pour les accompagner dans leur quête de réinsertion. Cela passe par des veilles les informant de leurs droits ou en les orientant vers leurs partenaires, les services municipaux, les services d'État adaptés à leur situation.

Evan Livenais

Femmes handicapées, la précarité en prime

Une récente étude de la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) montre que les femmes en situation de handicap sont plus précaires que les hommes.

Les personnes en situation de handicap sont plus pauvres que la population générale. Ce constat sonne en écho. Il est répété d'année en année sans qu'une amélioration ne soit vraiment observée. Le 11 février, la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) a publié un rapport de 35 pages sur les conditions de vie des personnes en situation de handicap. La difficulté d'accès au monde du travail, le niveau de vie et l'entourage proche des personnes handicapées ont été passés au crible par trois spécialistes de l'organisme interministériel. Après la mise à jour de ce constat, les trois chercheur·euses observent une disparité dans la population handicapée. Femmes et hommes en situation de handicap ne sont pas égaux face à la précarité. « *Les femmes handicapées se distinguent*

par un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale plus élevé (38 %) que leurs homologues masculins (32 %). En particulier, elles sont plus nombreuses à subir des privations matérielles sévères. Ces écarts ne sont pas observés dans l'ensemble de la population », note la DREES. Concrètement, les femmes en situation de handicap font plus souvent face à des difficultés pour payer leur loyer, honorer des dettes ou même acheter de quoi se nourrir. Cette disparité pourrait s'expliquer par un accès plus difficile à l'emploi, selon Guénaél Beaudry, assistante sociale à l'Association des paralysés de France (APF). Pour elle, « *dans les ESAT (Etablissement et service d'aide par le travail), les tâches, c'est surtout de l'entretien d'espaces verts et du reconditionnement. Ce sont des emplois qui touchent*



Une étude de la DREES montre que les femmes en situation de handicap sont plus précaires que les hommes dans la même situation. Photo Manuel Magrez.

peut-être plus les hommes, explique-t-elle. Les femmes que j'accompagne sont peut-être plus en difficulté par rapport à leur

formation initiale et aux missions proposées en ESAT », conclut la travailleuse sociale. Autrement dit, les formations et les emplois

proposés ne sont pas en phase.

Les hommes handicapés ne sont pas épargnés

La précarité des personnes en situation de handicap est plus développée encore. En France, de manière générale, les handicapé·es « *ont un niveau de vie inférieur à celui de l'ensemble de la population* ». Leurs revenus atteignent 21 900 euros par an, indique le rapport, contre 25 800 dans l'ensemble de la population. Plus inquiétant encore : 19 % des citoyen·nes en situation de handicap vivent sous le seuil de pauvreté, alors que dans la population générale, ce taux ne dépasse pas 13 %.

Manuel Magrez

Un Pas contre les violences conjugales

L'association lannionnaise Le Pas accompagne les femmes victimes de violences conjugales. Autour d'un pique-nique à Ploumanac'h, elle avancent vers leur reconstruction.

C'est aux alentours de 14 h qu'elles se retrouvent sur le port de Ploumanac'h pour pique-niquer. Le soleil se reflète sur la mer calme et infinie. Un cadre idyllique qui contraste avec leur passé douloureux. Elles sont une dizaine réunies en cercle pour ce moment iodé. Entre deux bouchées de sandwich, une d'entre elles pose son téléphone sur le banc et lance la chanson. N'insiste pas de Camille Lellouch : « Ta violence a fini par me briser. »

Les voix se taisent. Le bruit des vagues devient assourdissant. Les paroles s'écrasent comme une tempête.

Chacune a subi les insultes, les coups, les viols de son compagnon. Comme le ressac, les émotions remontent, au bord des larmes. Elles sont entre elles, avec l'association Le Pas. Ce lieu d'accueil, d'écoute et d'orientation pour les victimes de violences conjugales et intrafamiliales a son siège à Lannion. « C'est comme une deuxième famille », confie Marie*, victime de violences conjugales, arrivée dans l'association il y a trois ans. Le Pas les aide à se reconstruire. Ce type d'activités permet à ces femmes de recréer du lien social. Bienveillance et confiance sont les maîtres-mots de l'après-midi.

Reprendre confiance en soi

« Tu ne vaux rien », « T'es une incapable », beaucoup d'entre elles ont entendu ces phrases. Leur conjoint les contrôlait, les dominait, les dévalorisait. Cette situation est toujours d'actualité pour certaines. Ces comportements les excluent des relations qu'elles

entretiennent. Lutter contre l'isolement et reprendre confiance en soi sont les principaux objectifs de ces sorties. « On organise des balades pour qu'elles puissent penser à autre chose, penser à elles et se retrouver avec des femmes qui ont vécu des violences similaires », commente Marion de

Bouchez, conseillère économique et sociale au sein du Pas.

Pendant le pique-nique, les sourires fusent. Assises en rond, elles échantent

sur les banalités de la vie. Certaines affichent une complicité affirmée. Elles se sentent en confiance. « Aujourd'hui, je m'en vais, je pense à ma gueule », les paroles de la chanson continuent de résonner. Des gestes tendres pour reconforter celles qui baissent la garde. Le temps de la reconstruction est venu. C'est un nouveau départ qu'il faut entamer une fois sortie du cercle des violences. L'association les aide à recréer du lien affectif. Elles marchent ensemble.

L'emploi, la clé de l'indépendance

L'isolement conduit les femmes victimes de violences à une grande précarité. La plupart quittent leur emploi sous la pression de leur compagnon ou de leur ex.

Les centres d'information des droits des femmes et des familles accompagnent ces femmes dans leur réinsertion professionnelle. Ils mettent en place des formations et des ateliers afin qu'elles puissent trouver une voie qui leur corresponde. « J'avais un emploi dans le secteur tertiaire en région parisienne. Je me suis retrouvée en arrêt maladie et j'ai eu le droit, grâce à l'assurance maladie, de



Les femmes de l'association Le Pas, réunies à Ploumanac'h pour un pique-nique. Photo Julie Chauvin.

quitter la région », confie Marie, la voix tremblante.

Les agresseurs font valoir qu'ils sont jaloux, qu'ils ont peur qu'elles fréquentent d'autres hommes. Le patriarcat joue la carte de la mauvaise mère : « Tu préfères aller travailler que de t'occuper de tes enfants ». Un mécanisme de culpabilité s'instaure autour de la victime qui finit par céder. La violence physique peut aussi jouer sur le fait de ne pas aller travailler. La honte et la peur prennent le dessus. « Plus une personne est vulnérable économiquement, plus il est facile d'instaurer et de maintenir l'emprise sur elle », décrypte Léa Bages, spécialiste des rapports sociaux de genre.

Cloisonnées entre quatre murs, elles deviennent dépendantes de leur mari pour répondre à leurs besoins les plus primaires. La perte de leur emploi les coupe de tout contact extérieur. « C'est difficile de se retrouver sans emploi, de repartir à zéro et de ne pas retrouver ce qu'on avait avant. Il nous a fait tout perdre », confie Marie. Le manque de ressources dissuade les femmes

de partir. Elles se raccrochent à la stabilité financière garantie par leur compagnon. L'indépendance économique est la clé de leur liberté.

« N'insiste pas, tout est terminé », clame Camille Lellouche dans sa chanson. Réunies face à la côte de

Granit rose, ces femmes prennent leur revanche sur la vie. Par leur sourire et leur courage, elles tentent, peu à peu, de se délivrer des violences subies.

* Le prénom a été changé

Julie Chauvin

Infos pratiques

En 2020, en France, selon le collectif féministe Nous Toutes, 120 femmes sont mortes, tuées par leur conjoint ou ex-conjoint. Malgré les campagnes de sensibilisation, les violences conjugales persistent. Pour aider les victimes, « il y a plein de choses qui se mettent en place à Lannion », témoigne Marion Bouchez.

Au Pas, l'association organise régulièrement des ateliers pour aider les femmes à reprendre confiance en elles. Peinture, séances photo, balades sont organisées. Un suivi psychologique et juridique est également proposé. L'année dernière, 80 femmes ont sollicité l'association.

La commune possède également quatorze logements d'urgence, dont deux fléchés pour les violences conjugales et intrafamiliales. Les personnes dans le besoin peuvent appeler le Centre communal d'action sociale ou composer le 115.

Le Pas : 06 81 95 50 16
10 rue Noël Donval, à Lannion

À Emmaüs, on choisit sa famille

Fin février, Lela a rejoint la communauté Emmaüs de Lannion, désormais au complet. Telle une famille, huit personnes aux parcours cabossés vivent et travaillent ensemble.

Un puzzle inachevé traîne sur une table, dans la pièce de vie déserte de la communauté Emmaüs de Lannion. L'association, créée en 1949 par l'abbé Pierre au niveau national, offre un hébergement en échange d'un travail solidaire.

À quelques heures de l'ouverture au public du magasin, les bénévoles, ainsi que les compagnes et compagnons - c'est ainsi que l'on appelle les membres de la communauté - s'activent. Entre deux commodes et un sommier, les blagues fusent, on s'interpelle et l'on rit.

Perspectives d'avenir

Lela, 55 ans, est la dernière arrivée à Emmaüs Lannion, où les huit logements sont désormais occupés. À la recherche de travail, elle a quitté la Géorgie pour la France, où elle est notamment passée par le Samu social, qui aide les personnes sans-abri.

« Le futur, c'est la France »
Olvis, 33 ans

À l'instar de Lela, la plupart des membres de l'équipe ont un passé difficile. Plusieurs ont vécu dans la rue ou différents centres Emmaüs avant de rejoindre la communauté de Lannion, où ils et elles récupèrent, trient et vendent des objets de seconde main, dans une démarche de réinsertion sociale et professionnelle.

Après trois ans de travail avec l'association, les compagnes et les compagnons en situation irrégulière peuvent espérer un accès facilité à un titre de séjour d'un an. Olsi, un joyeux Albanais de 30 ans, compte bien décrocher le sésame pour « trouver un travail et une maison. Si je peux avoir des papiers, le futur, c'est la France », résume-t-il en tapotant sa cigarette contre un cendrier Coca-Cola.

« Si Marine Le Pen arrive, ça risque d'être compliqué », rigole à moitié Yann en débarquant dans la pièce. Cet homme de 56 ans attend la retraite pour rejoindre sa fille au Japon. Elle a 22 ans et elle lui manque. Yann parle des choses difficiles avec un léger sourire, entre mélancolie et fatalité.

Pour certain-es, avoir une meilleure vie, c'est gagner en indépendance et quitter Emmaüs. Jean voudrait devenir préparateur de commandes pour Amazon. Hakim, lui, rêve d'ouvrir un restaurant. En avril, il doit déposer son dossier de titre de séjour : « J'ai peur d'oublier des papiers, ça bloque tout le reste ».

D'autres ont cessé d'imaginer le lendemain. « Je ne pense pas à l'avenir, ça ne fait plus partie des choses que j'envisage », raconte Michaël, 56 ans. Le temps est là, c'est tout. Je ne peux pas l'arrêter ni le ralentir. » Une barbe de marin, des cheveux gris mi-longs et des lunettes posées sur la tête, l'homme a comme un air de Depardieu.

Dans la véranda encombrée de meubles qui lui sert de bureau, Michaël attend la retraite. « D'ici quatre ans, si tout va bien, je trouverai une petite maison, un deux-pièces. Une vieille maison de pêcheur, ça serait parfait », imagine-t-il, bercé par le soleil de mars qui tape doucement sur les parois vitrées de la pièce.

« Maintenant, tu es breton »

Le responsable d'Emmaüs Lannion, Philippe Pinsard, assure accueillir autant de personnes que



Compagnes, compagnons et bénévoles s'activent à l'ouverture du magasin Emmaüs. Photo Marion Mergault.

la place le permet, sans critère de distinction. « Les profils ici sont très différents et les compagnons n'attendent pas tous la même chose d'Emmaüs », explique-t-il. En 2019, 7 600 personnes ont été accueillies dans les communautés Emmaüs en France.

Dès l'ouverture du magasin, les client-es ne cessent de pousser la porte. Entre les rayons de vêtements et d'électroménager, on entend parfois une phrase d'encouragement adressée aux membres de la communauté. L'insertion passe aussi par le contact avec les clients. « Claudine, qui travaille à la caisse, peut montrer à d'éventuels employeurs qu'elle a une expérience », illustre Philippe Pinsard.

En attendant « une vie meilleure »,

les huit compagnes et compagnons ont trouvé à Emmaüs un foyer. Ils passent leurs journées ensemble, partagent les mêmes repas et le même logement. « À huit, on crée un lien familial. À Saint-Brieuc, où l'on est soixante, c'est très différent : il y a forcément des clans », explique Michaël, le doyen.

« L'avenir ne fait plus partie des choses que j'envisage »
Michaël, 56 ans

Au milieu de l'après-midi, Yann traverse le magasin avec du café qu'il distribue aux autres membres, les bénévoles. Ces dernier-es, nécessaires au bon fonctionnement du magasin, en profitent aussi. Il dépose une tasse sur le comptoir de Jean. Le Sénégalais, emmitouflé dans un sweat gris et une doudoune sans manche rouge, plonge deux sucres dans la boisson chaude avant de partir d'un grand éclat de rire. « Mes amis me taquent. Ils me

disent "Tu es breton maintenant, tu ne viens plus nous voir" », raconte-t-il, le sourire jusqu'aux oreilles. « Même si au début c'était dur - il ne fait que pleuvoir ici - je commence à m'habituer », poursuit-il.

« C'est tranquille »

L'insertion commence au sein de la communauté où des liens se tissent. « Les gens sont gentils, c'est tranquille », souffle timidement Lela, dont la présence est importante, en particulier pour l'autre femme de la communauté. Les contacts finissent même parfois par aller au-delà du petit groupe. Ainsi, Hakim rend régulièrement visite à des amis en ville, avec qui il a l'habitude de manger.

Emmaüs est un tremplin et un aéroport où l'on peut réfléchir à l'avenir et oublier le passé, attendre la retraite, l'autorisation de travailler sur le territoire. Ou juste vivre au jour le jour.

Violette Vauloup

Réfugié, Gul Muhammad fait son chemin en Bretagne

Gul Muhammad Azimy a fui l'Afghanistan pour se réfugier en Europe. Parti en 2016, son périple l'a conduit en Bretagne, où il tente de s'insérer dans la société.

Regard perçant, yeux foncés, cheveux noirs. Cet Afghan de 28 ans a dû fuir son pays pour préserver sa vie. Gul Muhammad Azimy a quitté clandestinement l'État montagnoux d'Asie centrale en 2016. La voix hésitante, il fait remonter ses souvenirs enfouis. Menaces, violences et tirs composaient son quotidien. « *J'étais inquiet par les talibans* », confie-t-il.

Pharmacien, Gul Muhammad est enlevé dans son magasin. Il est emmené dans les montagnes afghanes pour soigner un taliban gravement blessé. Kalashnikov pointée sur la tête, aucune échappatoire n'est possible. Une fois redescendu dans son village, le jeune Afghan est alors molesté par la police, qui le considère comme un traître. L'exil s'impose à lui. Après la mort de son frère, sa mère lui demande de partir pour ne pas perdre un deuxième enfant. Les économies sont faites. Les réseaux sont activés. Une histoire qu'il raconte depuis l'appartement rennais où il vit en ce moment.

Direction l'Europe

Partir c'était vivre, rester c'était mourir. L'Iran constitue la première étape de son long voyage. Il passe ensuite en Turquie où il reste quelques mois. La traversée jusqu'à l'Europe occidentale représente plusieurs milliers d'euros. Les réseaux de passeurs demandent des sommes exorbitantes, jouant ainsi sur le malheur des exilé-es. Gul Muhammad finit par arriver en Bulgarie. Le climat est glacial. « *J'ai été emprisonné un mois faute de papiers dans des conditions très compliquées.* » Coincé derrière les barreaux, il voit peu à peu son rêve d'une vie meilleure s'envoler.

Le réfugié est finalement libéré et atteint la Serbie avant d'arriver en Hongrie. Idéalisés pour leurs

libertés et leur ouverture d'esprit, certains pays européens continuent de pratiquer une politique répressive envers les exilé-es. Sur le territoire hongrois, une meute de chiens est lâchée sur le jeune Afghan et ses compagnons de route. « *Je suis resté plusieurs semaines enfermé dans des camps en Hongrie* », raconte Gul Muhammad d'une petite voix.

Malgré toutes ces épreuves, il ne se résigne pas. Son opiniâtreté le mène jusqu'en France. Fin 2016, il met les pieds dans la jungle calaisienne. « *Là-bas, c'était comme la prison* », se souvient-il. Aucune frontière ne vous laisse passer facilement, elles blessent toutes. Gul Muhammad a su faire de ses blessures sa force.

Nouveau départ dans le Trégor

Le démantèlement du camp de Calais en 2016 pousse les autorités à répartir les réfugié-es aux quatre coins de la France. Gul Muhammad part, direction le Grand Ouest. Il atterrit à Trégastel avec une soixantaine d'autres exilé-es. Iels sont accueilli-es dans des centres de vacances à Trégastel et Trébeurden.

Pour soutenir ces personnes étrangères et pour contrer les manifestations portées par l'extrême droite, Stéphanie Stoll décide de créer le collectif Les gens heureux d'accueillir des réfugiés à Trébeurden et Trégastel. Le but est de trouver des familles de substitution aux réfugié-es.

L'immersion leur permet, entre autres, d'améliorer leur français et de s'acclimater aux codes occidentaux. Le collectif commence à organiser des rencontres entre les réfugié-es et les habitant-es. Arnaud Dubois se rend à un de ces échanges accompagné de son épouse et de

ses deux enfants. « *Je viens de banlieue parisienne où la mixité, c'était mon quotidien, il y a une espèce de normalité à être brassé. C'est ce que je n'ai pas du tout retrouvé en Bretagne.* »

Autour d'une partie de babyfoot, il fait connaissance avec Gul Muhammad Azimy. Rires et partage rythment l'après-midi. Une ambiance légère qui contraste avec le vécu des réfugié-es. D'autres rencontres sont organisées avec le collectif. Au fil du temps, Arnaud se lie d'amitié avec certains d'entre eux. « *On passe des supers moments, très conviviaux* », témoigne-il. Autour de grands plats familiaux, les moments de joie se multiplient. Attaché à ses liens multiculturels, Arnaud invite Gul Muhammad et trois de ses amis à passer Noël chez eux. L'ouverture d'esprit et la bienveillance d'Arnaud aident le jeune Afghan à s'acclimater.

Quelques temps plus tard, le collectif décide de mettre en place un système de parrain/marraine pour aider les réfugié-es dans leur démarches administratives. Gul Muhammad devient le filleul d'Arnaud. Le Trégorrois pallie les lacunes en français de son protégé. Il l'aide notamment dans la rédaction de son récit de vie, essentiel pour sa demande de papiers. « *On prend des jours, des week-ends, plusieurs semaines. C'est un très gros travail collectif.* »

La recherche d'emploi

L'apprentissage d'une nouvelle langue présente de nombreuses difficultés. « *J'ai du mal à bien parler français, il y a beaucoup de nouvelles règles de grammaire* », décrypte le jeune réfugié. Gul Muhammad obtient un an de protection internationale. Le statut qui lui est attribué est lié aux risques encourus dans son pays d'origine. « *Par rapport*



Gul Muhammad Azimy, né en 1993 en Afghanistan, est arrivé en France en 2016. Illustration Salomé Hirrien.

à son histoire et à la situation actuelle en Afghanistan, il aurait dû bénéficier de cinq ans », commente Arnaud. Sa protection sera finalement rallongée à deux ans, puis trois ans. Une fois ses papiers obtenus, la recherche d'emploi peut commencer. Arnaud et sa femme font fonctionner leurs réseaux. Intéressé par le monde médical, Gul Muhammad décide de s'inscrire en première année de médecine. En parallèle, le couple lui cherche un travail dans une pharmacie. Ses difficultés à parler français conduisent à l'échec de ses démarches. Mais Gul Muhammad ne baisse pas les bras. « *Il se relève très vite* », affirme le bénévole. Dans la pénombre, le réfugié trouve toujours la lumière à laquelle se raccrocher.

Finalement, son parrain lui trouve un emploi saisonnier au restaurant Ti al Lannec, à Trébeurden. Il commence en mars 2017, à la plonge. Cependant, l'Afghan vise plus haut. « *J'en avais marre, il n'y a pas d'avenir dans ces métiers* », affirme le jeune homme.

Actuellement, il travaille dans le bâtiment. Il alterne entre des chantiers à Saint-Brieuc et Rennes. Son acclimatation progresse. Gul Muhammad loge avec d'autres réfugiés afghans. Le vie en communauté le rassure. Habitué à vivre dans des familles très nombreuses, cet entre-soi lui « *rappelle des souvenirs d'autrefois* ».

Julie Chauvin